

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22 440 Ploufragan

Ploufragan, le 05/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LNA LAITERIE NOUVELLE DE L'ARGUENON

Zone artisanale Bellevue
BP 18
22130 CREHEN

Code AIOT : 0005500040

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement LNA - LAITERIE NOUVELLE DE L'ARGUENON implanté Zone artisanale Bellevue, BP 18 à CREHEN (22130). L'inspection a été annoncée le 14/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LNA LAITERIE NOUVELLE DE L'ARGUENON
- Zone artisanale Bellevue - BP 18 22130 CREHEN
- Code AIOT : 0005500040
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La LAITERIE NOUVELLE DE L'ARGUENON, filiale du groupe LAÏTA, est spécialisée dans la fabrication de poudres de lait, de sérum, de caséines/caséinates et de fromages (préparation fromagères à pâtes fraîches). Le site dispose également d'une ligne d'ensachage de poudres.

La société exploite également en interne, une station de traitement des eaux résiduelles industrielles du site.

Trois zones de dépotage de produits chimiques livrés en vrac à partir d'une citerne routière sont identifiées sur le site et ont fait l'objet des échanges lors de cette inspection: zone de dépotage 1 (caséinerie); zone de dépotage 2 (atelier poudre) et zone de dépotage 3 (STEP).

Au titre des ICPE, les activités du site sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 janvier 2016, avec les dernières modifications actées par l'APC du 09 octobre 2024.

Le site relève actuellement du régime de l'autorisation au titre de la rubrique principale n°3642-3 (traitement et transformation de matières premières animales et végétales), qui acte sa soumission à la Directive 2010/75/UE du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite IED.

Il n'est pas classé SEVESO.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 - produits chimiques - risques de mélanges incompatibles
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Zone de dépotage 2 (atelier poudre)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.IV, Vet VI	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 14/01/2016, article 1.4.2	Susceptible de suites	Sans objet
2	Zone de dépotage 1 (caséinerie)	Arrêté Préfectoral du 14/01/2016, article 8.4.1	/	Sans objet
4	Zone de dépotage 3 (STEP)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article V	Susceptible de suites	Sans objet
6	Etude technique foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le service d'inspection constate que l'exploitant est engagé dans une démarche d'amélioration et de sécurisation de l'aire de dépotage des produits chimiques au niveau de la zone "atelier poudre", avec des aménagements prévus (remplacement cuve acide nitrique, rétention déportée de l'aire de dépotage...).

Une mise à jour de l'EDD a été réalisée et communiquée au service d'inspection. Elle fait l'objet d'un rapport d'instruction distinct, avec l'analyse spécifique des éléments en lien avec des risques de mélanges incompatibles de produits chimiques sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étude de dangers (EDD)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2016, article 1.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour EDD
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /• date d'échéance qui a été retenue : /
Prescription contrôlée : <p>Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.</p>
Constats : <p>L'étude de dangers révisée a été transmise à l'inspection le 02 janvier 2024.</p> <p>La mise à jour de l'EDD traite de la problématique des mélanges incompatibles en lien avec les installations de dépotage de produits chimiques livrés en vrac à partir de citernes routières.</p> <p>Cette EDD a fait l'objet d'une analyse par l'inspection, axée sur le potentiel des dangers lié aux usages et stockage des produits chimiques ainsi qu'aux phénomènes dangereux associés à la dispersion toxique en cas de déversement accidentel et de mélange de produits chimiques incompatibles lors des opérations de dépotage de camion citerne vrac.</p> <p>Les remarques formulées lors de l'inspection seront formalisées dans un rapport d'instruction distinct.</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Réception sur le site de produits chimiques livrés en vrac à partir de citernes routières:</u> <p>Une vérification in situ, de l'effectivité des mesures de prévention organisationnelles associées au gardiennage et à la réception des camions citernes a été réalisée.</p> <p>Elle a permis de vérifier la mise à disposition des procédures et de fiches réflexes.</p> <p>Le gardien et les réceptionnaires ont été formés en interne sur la thématique des risques liés aux mélanges incompatibles des produits chimiques.</p> <p>Vu documents transmis:</p> <ul style="list-style-type: none">• la feuille d'émargement de la formation interne;• le modèle de bon de dépotage des produits chimiques livrés en vrac;• la procédure de dépotage des produits chimiques livrés en vrac (version du 19/09/2024);• le bungalow du gardien, avec mise à disposition des documents et procédures susvisées;• le bungalow "réceptionnaire", avec mise à disposition des EPI, FDS, consignes spécifiques en cas d'incident.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Zone de dépotage 1 (caséinerie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2016, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention et confinement
Prescription contrôlée : <p>IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les aires de</p>

chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.
<p>Constats :</p> <p>La zone de dépotage comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> • une cuve en PEHD simple paroi, contenant de l'acide chlorhydrique concentré HCL 33% d'une capacité de 25 m³; • une cuve en PEHD simple paroi, contenant de l'acide chlorhydrique concentré HCL 33% d'une capacité de 25 m³. <p>Les cuves sont placées dans une rétention en bon état. Il est constaté la réfection du muret, le remplacement des pompes et des chemins de câbles électriques dégradés.</p> <p>L'aire de dépotage des camions citerne est placée sur rétention raccordée à la rétention des deux cuves d'HCL.</p> <p>Les zones sont matérialisées et les contenants identifiés. Un bungalow "réceptionnaire" a été installé à proximité de l'aire de dépotage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Zone de dépotage 2 (atelier poudre)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.IV, V et VI
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention déportée vers STEP interne
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : / • date d'échéance qui a été retenue : /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. Dispositions spécifiques aux rétentions déportées. »</p> <p>« Dans le cas d'une rétention déportée, chaque stockage est associé à une zone de collecte pourvue d'un dispositif de drainage permettant de récupérer et de canaliser les écoulements vers la rétention déportée.</p> <p>« La zone de collecte, le drainage et la rétention déportée sont conçus, dimensionnés et construits afin de : [...]</p> <p>« E. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone de dépotage 2 (atelier poudre), comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> • une cuve en inox, simple paroi contenant de l'acide nitrique HNO₃ à 57%, d'une capacité de 50 m³, bridée à 21 m³; • une cuve en inox, simple paroi contenant de la soude NaOH (30 à 50 %), d'une capacité de 50 m³; • une cuve de mélange soude-potasse NaOH (7-10%) / K₂O (20-25%), d'une capacité de 27 m³. <p>Les cuves sont placées sur rétention. L'aire de dépotage des camions citernes ne dispose pas de rétention associée.</p> <p>L'exploitant est engagé dans une démarche de sécurisation de l'aire de dépotage des camions citerne et prévoit en 2025 la réfection de la zone de dépotage 2 avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le remplacement de la cuve d'acide nitrique, par une cuve en PEHD de 21 m³; • l'installation d'une rétention enterrée déportée ; • l'installation d'un revêtement étanche aux produits chimiques.

<p>Les premiers éléments de l'étude en cours ont été présentés le jour de l'inspection.</p> <p>Par ailleurs, un exercice d'évaluation de la procédure d'isolement d'une pollution à la STEP a été réalisé le 12/09/2024. Il avait pour but de simuler un déversement accidentel de produits chimiques au niveau de cette zone afin d'évaluer la procédure de dépotage. Le compte-rendu de l'exercice a été transmis à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> de transmettre à l'inspection un porter-à-connaissance décrivant le projet de réfection de la zone de dépotage 2 (atelier poudre) avec le remplacement de la cuve d'acide nitrique, l'installation d'une rétention déportée, ... ainsi que l'échéancier de mise en œuvre de ces actions correctives.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Zone de dépotage 3 (STEP)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/07/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : / date d'échéance qui a été retenue : /
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>D. Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées ...). Leur parcours est aussi réduit que possible. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Des arceaux ont été installés au niveau des coffrets de dépotage des produits chimiques. L'exploitant a transmis à posteriori de l'inspection, les photos justifiant de l'action mise en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : État des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 49</u> : État des matières stockées.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>

Article 50 : État des matières stockées-dispositions spécifiques.

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...]

Constats :

- Fiches de données de sécurité (FDS):

Les FDS sont disponibles sur site et accessibles aux différents opérateurs (gardien , réceptionnaire) impliqués dans la réception et le déchargement des produits chimiques livrés par citerne routière. Les FDS des produits chimiques livrés en vrac ont été communiquées au service à posteriori de l'inspection.

Vu: - FDS des produits "Acide nitrique 57 % Tech (fournisseur : Stoeckmeier France) et Acide chlorhydrique concentré (fournisseur : Kuhlmann Europe): en Français, à jour, sous le format de l'annexe II de Reach (en 16 rubriques, avec une classification conforme au CLP en section 2 et 3, et avec un étiquetage CLP en section 2). Fiche accessible au personnel (version papier et informatique).

- FDS du produit "Acide chlorhydrique > 25% (fournisseur: Novacid SAS): la FDS transmise n'est pas en français.

- État des matières stockées:

Suite à la visite d'inspection du 03/07/2023, l'exploitant avait communiqué:

- Un plan du site, intitulé "zones à risques chimiques":

Ce plan illustre les différents lieux de stockage des matières: le plan comporte des erreurs (expression des volumes en m² au lieu de m³, certaines capacités des cuves à revoir, cuve de soude de 3 m³ de l'atelier traitement d'eau récupérée non représentée, ...).

- État des matières stockées : des corrections et des compléments ont été -apportés à l'inventaire des matières stockées. L'exploitant précise dans son courrier du 21/08/2024 que la liste inclut spécifiquement, pour chaque matière, le nom, le numéro CAS, l'état physique, les mentions de dangers H, ainsi que la quantité stockée. Les fichiers mis à jour sont disponibles sur site, avec un fichier pour le stockage des produits en vrac et un fichier pour les zones de stockage.

- Mise à disposition des fichiers: l'exploitant précise dans ses éléments de réponses que les deux fichiers sont extraits en automatique tous les matins et sont mis à disposition sur un serveur et sont accessibles par le personnel d'astreinte.

Néanmoins, il n'est pas en mesure de préciser ses modalités d'organisation pour la mise à disposition en permanence de ces fichiers et plan, au service d'incendie et de secours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il conviendra:

- de disposer de l'ensemble des FDS en français (transmettre la fiche concernant l'acide chlorhydrique - usage Step)
- de mettre à jour le plan des zones à risques chimiques;
- d'échanger avec le SDIS et de retenir les modalités de mises à disposition en permanence de l'état des matières stockées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Étude technique foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique foudre
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.
Constats : Le rapport n°21 517 120 du 22 juin 2022 reprend plusieurs non-conformités suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Bâtiment FRONEVE 1:<ul style="list-style-type: none">- NC1 : Des consignes interdisant l'accès aux points hauts en présence d'une activité orageuse sont à mettre en place au niveau des différents points d'accès à la toiture (Échelle crinoline extérieur).- NC 2 : Afin de protéger la centrale incendie, placer un parafoudre de type 2 en tête de l'armoire générale du bâtiment FRONEVE 1. [...]• Bâtiment Fromagerie + extension FRONEVE 2:<ul style="list-style-type: none">- NC1 : Des consignes interdisant l'accès aux points hauts en présence d'une activité orageuse sont à mettre en place au niveau des différents points d'accès à la toiture (Échelle crinoline extérieur). --- NC3 : Le mode pose du parafoudre de type 1 n'est pas conforme aux prescriptions du guide UTE C15443 : A placer au plus près du DG, limiter la longueur des conducteurs à 50 cm. Dans le cadre du projet d'extension le Poste 74 ainsi que le TGBT seront déplacés dans un nouveau local, il conviendra d'y intégrer le parafoudre de type 1/2 en respectant les prescriptions du guide UTE C15443.- NC4 : Le mode pose du parafoudre de type 2 protégeant la centrale incendie n'est pas conforme aux prescriptions du guide UTE C15443 : À placer au plus près du DG, limiter la longueur des conducteurs à 50 cm. Les conducteurs de câblage doivent être placés en dehors des goulottes. Ce parafoudre installé n'étant pas coordonné au type 1 INDELEC en place sur le TGBT 74A, devra être remplacé par un produit de même marque que le type 1.- NC5 : Un parafoudre de type 2 devra être installé aux endroits suivants :- En tête de l'armoire principale du local Sprinkler [...] A posteriori de l'inspection, l'exploitant a transmis les justificatifs de mises en œuvre des actions correctives répondant aux non-conformités relevées.
Type de suites proposées : Sans suite